

**ATELIER**  
**CNUCED/MINCOMMERCE/ONCC**  
**SUR**  
**LE FINANCEMENT DE LA COMMERCIALISATION DU CAFE/CACAO AU**  
**CAMEROUN : ROLE DU SYSTEME DE RECEPISSE D'ENTREPOSAGE/CREDIT**  
**WARRANTAGE.**

Hôtel Framotel, Kribi 5 et 6 octobre 2010

-----

Du 5 au 6 octobre 2010 se sont tenus dans la salle de conférence de l'hôtel Framotel de Kribi les travaux de l'atelier international CNUCED/ONCC/MINCOMMERCE sur le financement des filières cacao/café du Cameroun par l'utilisation des récépissés d'entreposage/ crédit warrantage.

Suite à des travaux et aux recommandations de l'atelier CNUCED/ONCC/MINCOMMERCE tenu du 27 au 29 novembre 2009 à l'hôtel Mont Féré à Yaoundé sur la création et la mise en place d'une bourse régionale des produits agricoles, il était demandé à l'ONCC de saisir la CNUCED pour l'organisation d'un atelier sur le financement de la commercialisation du café et du cacao par l'utilisation du système de récépissés d'entreposage.

Il est à rappeler que lors de colloques nationaux organisés par le CICC respectivement du 29 au 30 avril 2009 à Bamenda sur « le financement des activités de production et de commercialisation : la problématique des intrants » et, les 11 et 12 novembre 2009 à Kribi sur « les orientations stratégiques du CICC et des filières cacao/café » le problème du financement des opérateurs des filières cacao/café avait été posé avec pour principales recommandations :

- d'accélérer la professionnalisation des acteurs et la structuration du monde rural (les organisations de producteurs) pour avoir des organisations paysannes performantes ;
- de mettre en place un fonds de garantie ;
- de vulgariser les mécanismes de crédit de groupe au sein des organisations paysannes et appliquer à grande échelle le financement par les avances sur produit nantis grâce à l'utilisation des récépissés d'entreposage ;
- d'évoluer vers la contractualisation de la production agricole et de la commercialisation entre les coopératives de base et les institutions de micro finance.

C'est dire l'importance de ces travaux hautement spécialisés, qui ont regroupé une soixantaine de participants issus d'organisations de producteurs, de structures de micro finance, de banques, des administrations, des ONG, des bailleurs de fonds et, des experts internationaux tous invités par la CNUCED.

En préparation des travaux de Kribi, la CNUCED a organisé avec l'appui de l'ONCC du 27 juin au 15 juillet 2010 dans l'ensemble de la zone caféière et cacaoyère du Cameroun, une mission d'étude conduite par Mr Jonathan COULTER, Consultant international en collaboration avec Monsieur Pierre ETOA ABENA, Conseiller Technique à l'ONCC, sur « le financement de la chaîne de valeur du café et du cacao au Cameroun » pour identifier les problèmes de financement que connaissent les filières cacao/café et proposer des solutions concrètes et durables aux acteurs et plus précisément aux petits producteurs.

Suivant la note conceptuelle, l'atelier avait pour objectifs de :

- Faire l'état des lieux actualisé des secteurs cacao/café du Cameroun ;
- Identifier les contraintes majeures liées au financement de la commercialisation du cacao/café du Cameroun ;
- Présenter certains exemples d'optimisation de l'assainissement des filières et étudier les différentes possibilités d'amélioration de l'accès au crédit pour les acteurs au regard des exemples de Tanzanie et du Niger et le développement d'un Fonds de Garantie ;
- Expliquer le développement du système d'entreposage/warrantage pour le financement de la commercialisation en vue d'améliorer les performances des filières cacao/café et les faire évoluer de l'état de subsistance à la durabilité et la rentabilité économiques, grâce à la professionnalisation de tous les acteurs et le repositionnement de l'origine Cameroun sur le marché international.

Conformément au programme de ces travaux qui se sont révélés de très haute facture, les différentes présentations techniques faites par des experts nationaux et internationaux et les discussions conduites en cinq sessions ont permis de valider les conclusions de l'étude déjà évoquée et de faire des recommandations pour leur mise en œuvre.

1/- Au cours de la première journée, les présentations et discussions ont permis de faire :

- l'état des lieux des projets en cours de mise en œuvre dans les filières cacao et café ;
- le point du dispositif légal et réglementaire en vigueur ;

- la présentation des acteurs des projets et des activités dans les filières cacao/café.

Il s'agissait également de présenter les résultats de l'étude commandée par la CNUCED et notamment de :

- discuter des recommandations concernant la création des « sociétés/centres de services » ;
- proposer le montage d'un projet spécifique sur le warrantage pour améliorer le financement des filières cacao/café partant du projet « assainissement » actuel, et au regard des contraintes identifiées, des tentatives de solution apportées par différents acteurs ;
- proposer la création d'un fonds de garantie, à l'initiative des professionnels du crédit et de l'entreposage ;
- proposer l'élaboration d'un cadre légal et réglementaire approprié pour sécuriser tout le système.

2/- Des solutions originales de collaboration entre les producteurs, les exportateurs et les établissements de micro finance ont été proposées pour le financement des périodes de récolte et des périodes de soudure afin de permettre aux producteurs de faire face aux charges diverses notamment :

- Les avances sur achat ;
- Le petit équipement de commercialisation ;
- L'achat des intrants et du petit équipement de traitement ;
- La scolarité des enfants et les obsèques éventuellement.

Le véritable obstacle identifié étant l'insuffisance des fonds dédiés aux établissements de micro finance et la faiblesse ou l'insuffisance des garanties fournies par les producteurs, ces solutions passent par la réplication des expériences concluantes nées de l'institution et de la pratique à grande échelle de la « prime à l'excellence » au sein des organisations paysannes et au sein des structures d'accompagnement tant publiques que privées.

Ce système devra également prévoir des sanctions pour les structures non performantes tout en évitant de revenir aux subventions qui constituent à terme un motif réel de non performance des organisations paysannes.

3/- Les discussions ont également permis de réaffirmer la nécessité d'accentuer la structuration des organisations paysannes et le développement des capacités des

acteurs des filières en vue d'une plus grande professionnalisation et une meilleure gouvernance.

4/- Les présentations et discussions au cours de la deuxième journée portaient sur :

- Les exemples des « coffee carring compagnies » et du système de récépissés d'entreposage en Tanzanie ;
- Le système de warrantage paysan au Niger ;
- Le système de crédit de commercialisation/stockage pratiqué dans le Sud-ouest du Cameroun par LAFCOOP/CAMCULL ;
- La pratique de la tierce détention, l'organisation et la régulation des activités d'entreposage au Cameroun ;
- La présentation d'un modèle de fonds de garantie.

Ces présentations très riches en enseignements ont montré les bienfaits et la rentabilité du système de « société/centre de services » dans la filière café en Tanzanie avec les possibilités connexes de gestion et de rentabilisation des infrastructures collectives.

Différents systèmes de warrantage rural et urbain ont été présentés avec leurs modalités de gestion et leurs problèmes spécifiques.

5/- Le vide juridique et réglementaire du système d'entreposage au Cameroun a été mis en évidence, d'où la suggestion faite par l'ensemble des participants d'une meilleure organisation/régulation du secteur de l'entreposage au Cameroun en vue de sécuriser le financement de la commercialisation par l'utilisation du système de récépissé d'entreposage/crédit warrantage.

6/- La session finale clôturant les travaux a permis à tous les participants d'identifier l'ONCC et le CICC comme structures chargées des actions permettant de faciliter la mise en œuvre des différentes recommandations de l'atelier, à savoir :

- L'appui avec l'aide des partenaires du développement à l'élaboration des études de faisabilité et de business plan en vue de la création de « sociétés/centres de services » dans les régions de l'Ouest, du Nord Ouest et éventuellement du littoral du pays, et la formulation d'un projet partant du projet actuel d'assainissement des filières, en vue d'une part, de rentabiliser les infrastructures importantes d'usinage et de stockage détenues par les organisations paysannes et, d'autre part, de rationaliser le financement de la commercialisation du café/cacao.
- A l'initiative de l'ONCC et en concertation avec l'interprofession, l'élaboration d'un package composé de notes explicatives et projets de textes à soumettre à la haute hiérarchie en vue de l'amélioration de l'organisation et de la régulation de l'activité d'entreposage au Cameroun, tenant compte de la nécessité de sécuriser d'avantage le système d'utilisation des récépissés d'entrepôt.

- A l'initiative conjointe de l'ONCC et du CICC, l'actualisation des études d'impact des prélèvements dans les filières cacao/café et la conduite d'une étude sur la chaîne de valeur notamment dans les filières café robusta partant de l'exemple du cacao mené avec l'appui de l'Organisation Internationale du Cacao.
- Sous la supervision de l'ONCC et à l'initiative des professionnels de l'entreposage et de l'Association Professionnelle des Etablissements de crédit du Cameroun (APECCAM), l'élaboration de cahiers de charges en vue de l'agrément aux professions d'entrepouseur et de tiers détenteurs.

La mise en œuvre rapide de ces quatre principales recommandations permettrait de capitaliser rapidement les résultats de cet atelier.

Les travaux se sont achevé à la satisfaction de tous les participants sur les encouragements du représentant du Ministre du Commerce Parain de l'atelier et, la promesse faite d'un examen rapide des propositions de mise en œuvre des différentes recommandations tant par la CNUCED que par le Ministère du Commerce.

le 21 octobre 2010

